

## Langues indigènes d'Europe : La situation Française en discussion au parlement européen à Strasbourg.



Langues indigènes d'Europe : La situation Française en discussion au parlement européen à Strasbourg.

La devise de l'Union Européenne est l'unité dans la diversité.

En ce qui concerne le sujet de la diversité linguistique et culturelle européenne, il existe au Parlement européen un intergroupe intitulé "minorités traditionnelles, communautés nationales et langues" qui rassemble 70 élus de différentes sensibilités politiques venant de l'ensemble des états membres.

Mme Izaskun Bilbao Barandica avait fait programmer le jeudi 16 novembre 2017 au parlement Européen à Strasbourg une réunion de cet intergroupe européen pour évoquer plus spécifiquement le cas de la République Française dont la situation constitutionnelle et législative actuelle est en décalage avec la position de l'Union Européenne sur ce sujet : il n'échappe à personne que sur les trois principales langues indigènes de France de la métropole, le français, l'occitan et le breton, une seule a un statut officiel lui conférant le monopole exclusif d'usage oral véhiculaire : le français ("La langue de la République est le français", article 2 de la Constitution). Et encore, uniquement sous sa forme standard dite "académique" : les linguistes sont nombreux à dénoncer le drame de la disparition de la richesse des formes naturelles vernaculaires de la langue française (picard "ch'timi", poitevin-saintongeais...) par l'application stricto sensu de la Constitution.

En ce qui concerne les deux autres langues, l'occitan et le breton, elles sont elles aussi prises en considération depuis 2008 dans l'article 75-1 de la Constitution ("Les langues régionales appartiennent au patrimoine de la France"), cet article n'accordant toutefois aux soi-disant "langues régionales" qu'un statut patrimonial, statut certes symbolique, mais sans effet sur la sauvegarde de leur usage social oral.

Par ailleurs, le terme "langues régionales" entretient une confusion contre-productive, puisque, sans rentrer dans le cas particulier de toutes les langues et dialectes d'Outre-Mer, on a tendance à faire l'amalgame en Métropole entre ces deux autres langues indigènes de France (donc l'occitan et le breton), deux langues indigènes frontalières principalement parlées en Espagne (le basque et le catalan), mais aussi avec les formes vernaculaires locales du français lui-même comme le francoprovençal ("savoyard") et le gallo, dialecte français "d'oïl" paradoxalement promu par le mouvement régionaliste Breton (celui-ci prenant en considération deux langues historiques en Bretagne, une langue celtique, le breton parlé à l'Ouest, et une langue latine, le gallo parlé à l'Est).

Enfin, désormais, le terme "langues régionales" prend également en considération les formes dialectales françaises du néerlandais ("flamand"), de l'allemand ("alsacien" et "mosellan") et de l'italien ("corse").

Pour rappel, lors de l'adoption en 1951 de la Loi Deixonne autorisant l'enseignement des langues régionales de France, par "langues régionales" la Loi entendait "langues indigènes autres que le français parlées en France métropolitaine" ; de fait, cette Loi s'appliquait à l'origine à l'occitan, au breton, au basque et au catalan. Le "corse" et "l'alsacien" furent écartés au motif qu'il s'agissait plus objectivement de formes dialectales locales de langues étrangères (l'allemand et l'italien) déjà officielles dans des pays voisins. Toutefois, le "corse" et "l'alsacien" ont été rajoutés à cette Loi Deixonne en tant que "langues régionales de France" respectivement en 1974 et 2006.

On peut souligner que par l'autorisation de l'enseignement facultatif du catalan et du basque avec la Loi Deixonne, la République Française était franchement progressiste en la matière si l'on considère que du côté Espagnol, en ce temps là, le catalan et le basque étaient carrément interdits par le régime franquiste !

Bien qu'en avance sur son temps en 1951 avec cette Loi Deixonne, la situation s'est inversée et en 2017, la République Française est finalement le membre de l'Union Européenne le plus en retard sur la question de la sauvegarde des langues indigènes d'Europe ; d'où la réunion jeudi 16 novembre 2017 de cet intergroupe "minorités traditionnelles, communautés nationales et langues" au parlement Européen à Strasbourg pour évoquer la question.

Les représentants de chaque communauté linguistique étaient :

-> Pour l'occitan, Cèli Grande et Pèire Barral

- > Pour le breton, Yves-François Le Coadic
- > Pour le catalan, Jordi Vera
- > Pour le basque, Paco Arizmendi et Benat Arrabit
- > Pour l'alsacien et le mosellan, Andrée Munchenbach

Il est à noter que aucun eurodéputé de la République Française n'a souhaité assister à cette réunion, les députés y ayant participé étant paradoxalement tous originaires d'autres Etats membres de l'Union Européenne : cela témoigne manifestement d'un certain malaise rapport à cette problématique.

Il ressort de cette réunion une proposition de Loi européenne pour protéger juridiquement les langues indigènes de France. Pour que cette proposition de Loi vienne en discussion au Parlement européen, la procédure requiert l'obtention du soutien écrit (signature <https://ec.europa.eu/citizens-initiative/32/public/#/>) d'au moins un million de citoyens de l'union européenne.